

Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le

Plan d'occupation du sol

« Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster »

Exposé des motifs

L'élaboration du plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster » s'inscrit dans la planification d'urgence d'accueil massif de demandeurs de protection internationale dont la coordination a été confiée au Haut-Commissariat à la Protection Nationale (HCPN) par le Gouvernement en conseil en date du 24 juillet 2015 sur demande de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration. Les plans d'occupation du sol sont destinés à désigner les terrains nécessaires à l'établissement de centres de primo-accueil moyen terme.

1. Considérations générales

La crise au Moyen-Orient et en particulier les guerres civiles en Irak et en Syrie ont généré d'importants flux de migrants en direction de l'Europe.

Le Luxembourg figure parmi les Etats signataires de la « Convention relative au statut des réfugiés » signée en date du 28 juillet 1951.

Ainsi, au Luxembourg, le mandat pour la planification d'urgence d'accueil massif de DPI a été confié au HCPN qui effectue ces travaux ensemble avec l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) et en coopération étroite avec une multitude d'acteurs publics et privés.

Dans sa séance du 11 septembre 2015, le Conseil de Gouvernement a approuvé le concept pour la première phase d'urgence élaboré par le HCPN en collaboration avec l'OLAI.

Dans ce cadre, deux catégories de centres de primo-accueil (CPA) ont été créés ou sont en cours de création :

- Des CPA court terme à installer et à activer dans un laps de temps assez court);
- Des CPA moyen terme dont la mise en service pourrait se faire à partir de mi-2016 (villages-conteneurs pour environ 300 DPI par site sur des sites distincts avec une extension projetée jusqu'à 600 lits par site – 4 personnes par conteneur au lieu de 2. Cette extension ne se fera uniquement en cas d'urgence absolue et sur décision du Gouvernement en conseil).

Le HCPN assure la coordination de l'identification, de la mise en place et de l'équipement des CPA ensemble avec notamment l'OLAI, l'Administration des services de secours (ASS) pour le court terme et l'Administration des Bâtiments Publics (ABP) pour le moyen terme.

L'OLAI assure ensemble avec ses partenaires (Croix-Rouge, Caritas, etc.) l'exploitation des CPA et l'encadrement des DPI.

Les CPA moyen terme sont destinés à l'accueil des demandeurs de protection internationale. Une fois qu'elles ont obtenu le statut de bénéficiaires de protection internationale, ces personnes sont réparties sur l'ensemble des communes du pays. Pendant une courte période transitoire au cours de laquelle leur relogement est organisé, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale continuent à résider sur le site.

Dans sa séance du 23 octobre 2015, le Conseil de Gouvernement a décidé de charger le ministre ayant le Développement durable et les Infrastructures dans ses attributions en collaboration avec un groupe de travail de l'élaboration de quatre plans d'occupation du sol (POS) avec l'objet d'y établir lesdites structures d'accueil sur les territoires des communes de Junglinster, Junglinster, Mamer et Steinfort.

2. Le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster »

Le POS « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster » a, comme son nom l'indique, pour objectif de désigner une zone dans laquelle des structures d'accueil provisoires – les centres de primo-accueil moyen terme – peuvent être érigées.

En effet, le plan d'occupation du sol est un instrument prévu par la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire qui porte sur l'aménagement d'une aire déterminée, définie à l'échelle cadastrale, en y conférant une affectation précise et détaillée, en interdisant des affectations déterminées ou en soumettant celles-ci à des conditions particulières.

D'après l'art. 19(1) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, le POS déclaré obligatoire modifie de plein droit les plans et projets d'aménagement général et les plans et projets d'aménagement particulier des communes.

La partie écrite de l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le POS en question contient des indications quant au mode et au degré d'utilisation du sol ainsi que l'intégration dans le tissu urbain existant des terrains ou ensembles de terrains qui en font l'objet.

L'obligation internationale justifie la mise en œuvre de l'instrument du POS. En effet, les communes seules ne doivent pas porter la charge administrative et la responsabilité qui découle de cet enjeu national. Dans ce contexte, l'instrument du POS permet une approche nationale.

Par ailleurs, la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement impose une évaluation environnementale stratégique à tout plan ou programme élaborés pour les secteurs de l'aménagement du territoire urbain

et rural ou de l'affectation des sols et qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets énumérés aux annexes I et II de la directive modifiée 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement pourra être autorisée à l'avenir.

Or, l'article 2(3) introduit une dérogation pour les plans et programmes qui déterminent l'utilisation de petites zones au niveau local ou des modifications mineures de plans ou programmes existants. Ainsi, il a été décidé de déroger à l'obligation d'élaboration d'une évaluation environnementale stratégique pour le POS « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster » étant donné que seules de petites zones au niveau local sont concernées. Cette décision a été prise par le ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions, la ministre de l'Environnement ayant été entendu en son avis.

Toutefois, afin d'écartier tout risque d'incidence sur l'environnement, il a été procédé à une évaluation sommaire des incidences environnementales. Celle-ci conclut qu'aucune incidence notable n'est à attendre lors de la mise en œuvre du plan susmentionné.

Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le

Plan d'occupation du sol

« Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster »

Commentaire des articles

Ad article 1^{er}

L'article 1^{er} dispose que le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster » est déclaré obligatoire conformément aux exigences légales posées par la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire.

Ad article 2

L'article 2 introduit la partie graphique du plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster » qui fait partie intégrante du projet de plan.

Ad article 3

L'article 3 définit le mode d'occupation du sol des terrains couverts par le projet de plan d'occupation du sol.

Ad article 4

L'article 4 précise le mode d'occupation du sol.

Ad article 5

Tel que prescrit par l'article 11 de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, l'article 5 précise le degré d'utilisation du sol en définissant un plafond pour le coefficient d'occupation du sol (COS) et le coefficient d'utilisation du sol (CUS). Le COS et le CUS sont des applications des coefficients de densité issus du règlement grand-ducal du 28 juillet 2011 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune.

Ad article 6

En définissant le recul par rapport aux limites de parcelle et en limitant la hauteur des infrastructures destinées au séjour, l'article 6 donne des indications concernant l'intégration dans le tissu urbain existant des terrains concernés.

Ad article 7

L'article 7 précise que la partie graphique du projet de POS – dont seuls les plans originaux font foi et non les reproductions – est consultable auprès du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, ainsi qu'auprès de l'administration communale de Junglinster.

Ad article 8

L'article 8 dispose que la mise en valeur des terrains classés en zone de bâtiments et d'aménagements publics par le présent règlement se fera directement sur base du plan d'occupation du sol, c'est-à-dire que l'établissement préalable d'un plan d'aménagement particulier n'est pas nécessaire.

Ad article 9

Formule exécutoire.

**Avant-projet de règlement grand-ducal du XXX déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol
« Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés
de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à
Junglinster »**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, et notamment ses articles 12 à 14 ;

Vu la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu l'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Vu la décision du Gouvernement en conseil du 23 octobre 2015 concernant l'élaboration de quatre plans d'occupation du sol avec l'objet d'y établir des structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale ;

Vu la délibération du conseil communal de la commune de Junglinster du ... ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'aménagement du territoire en date du ... ;

Vu les observations introduites dans le cadre de la procédure prévue à l'article 13 de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ;

Les avis de la Chambre de ... ayant été demandés ;

Vu l'article 2, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons:

Art. 1^{er}.

Est déclaré obligatoire le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster ».

Art. 2.

Les terrains couverts par le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster » sont définis sur un document cartographique à l'échelle 1 : 2 500 et intitulé « plan d'ensemble » couvrant une partie du territoire de la commune de Junglinster.

Le document graphique cité ci-dessus constitue la partie graphique du plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster » et fait partie intégrante du présent règlement.

Art. 3.

Les terrains définis à l'article 2, couverts par le présent plan d'occupation du sol, sont classés comme zone de bâtiments et d'équipements publics (ZBEP) et sont des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées.

Art. 4.

La zone de bâtiments et d'équipements publics est destinée à l'habitation temporaire de demandeurs de protection internationale, de déboutés de la procédure de protection internationale et de

bénéficiaires d'une protection internationale. Elle peut accueillir tout équipement lié à l'organisation et au bon fonctionnement de la vie communautaire y compris les infrastructures de viabilisation du site.

Art. 5.

La densité de construction ne pourra dépasser un coefficient d'occupation du sol (COS) maximal de 0,25 et un coefficient d'utilisation du sol (CUS) maximal de 0,4.

Art. 6.

La distance des infrastructures destinées au séjour de personnes par rapport aux limites de parcelle sera d'un minimum de 5 m. Aucun recul par rapport à la voie publique n'est nécessaire.

La hauteur maximale des infrastructures destinées au séjour est limitée à deux niveaux pleins.

Art. 7. La partie graphique du plan d'occupation du sol «Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster » peut être consultée auprès du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, ainsi qu'auprès de l'administration communale de Junglinster.

Seuls les plans originaux font foi. Les plans reproduits ou réduits n'ont qu'un caractère indicatif.

Art. 8.

La mise en valeur des terrains classés en zone de bâtiments et d'aménagements publics par le présent règlement se fera directement sur base du plan d'occupation du sol.

Art. 9. Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre du Développement durable et des Infrastructures XXX, le

François Bausch

Henri



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

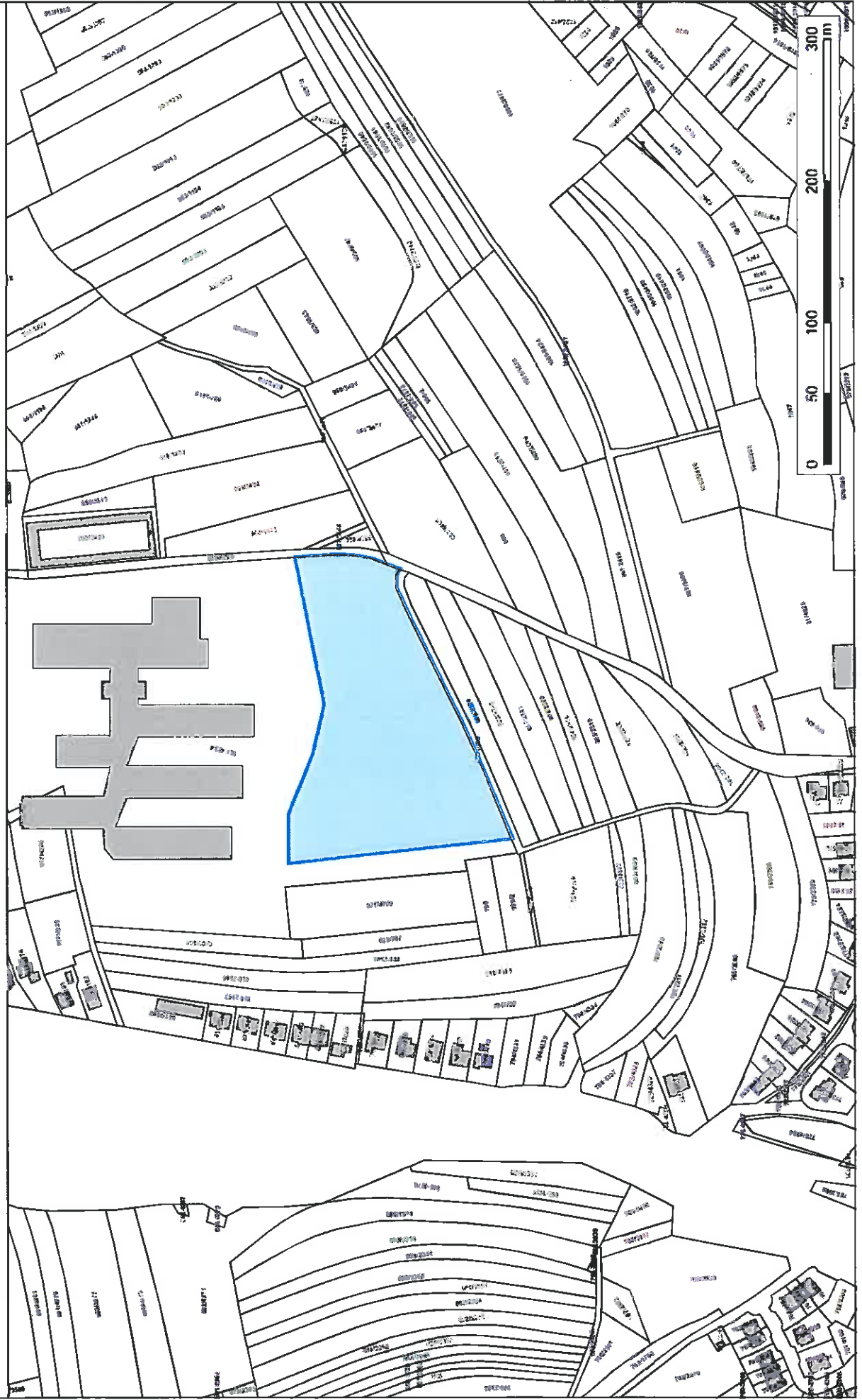
Département de l'aménagement du territoire

Projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster »

Plan d'ensemble - Commune de Junglinster

Fond de carte : Extrait de plan cadastral numérisé (Plan - Copie numérique à l'échelle du Grand-Duché de Luxembourg - Copie et reproduction autorisées) - Année : 2020

 Zone de bâtiments et d'équipements publics (ZBEP)



Fiche financière.

Non applicable.



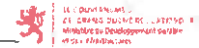
Strategische Umweltprüfung zum POS „Flüchtlingsdorf Junglinster“

Phase 1: Umwelterheblichkeitsprüfung

November 2015



Strategische Umweltprüfung zum POS „Flüchtlingsdorf - Junglinster“ – Phase 1 : Umwelterheblichkeitsprüfung - UEP



Auftraggeber

Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Administration des bâtiments publics

10, rue du Saint Esprit

L – 1475 Luxembourg

Tél. : +352 461919

Fax : +352 461919-555

email: info@abp.public.lu - Internet: www.abp.public.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Auftragnehmer

Luxplan S.A. - Ingénieurs conseils

B.P. 108

L-8303 Capellen

Tél.: + 352 26 39 0-1

Fax: + 352 30 56 09

Internet : www.luxplan.lu



Projektnummer	20151704	
Betreuung	Name	Datum
Erstellt von	Christoph Sinnewe, Dipl. Geograph	November 2015
Geprüft von	Andreas Wener, Dipl. Geograph	November 2015

R:\2015\20151704_LP_Flüchtlingsdorf_Junglinster_SUP\C_Documents\C2_Docs Luxplan\SUP Phase 1 UEP

INHALTSVERZEICHNIS

1. EINLEITUNG	5
1.1 ZIELSETZUNG, PROJEKTBESCHREIBUNG, GESETZLICHE VORGABEN UND SUP-PROZESS	5
1.2 METHODIK	11
1.3 ÜBERGEORDNETE ZIELE, PLÄNE UND PROJEKTE DER RAUMORDNUNG SOWIE EINER NACHHALTIGEN ENTWICKLUNG	12
1.4 KUMULATIVE AUSWIRKUNGEN	12
2. UMWELTERHEBLICHKEITSPRÜFUNG	13
3. EINGRIFFS-AUSGLEICHSBILANZIERUNG	21
4. ZUSAMMENFASSUNG	22

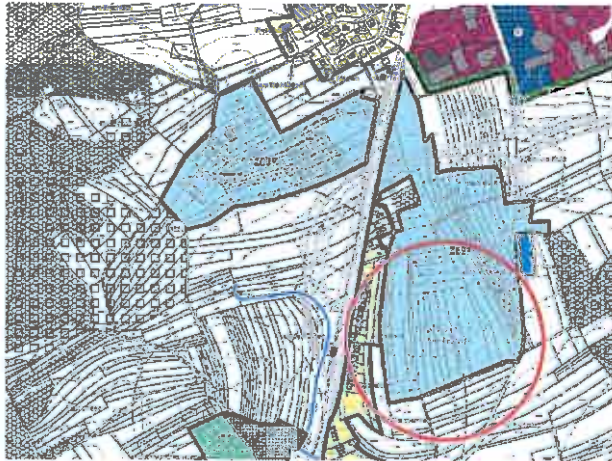
QUELLENVERZEICHNIS

- Altlasten:** Cadastre des Anciennes décharges et sites contaminés, CADDECH, Administration de l'Environnement
- Katasterkarte:** © Origine Cadastre : Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg (2000) – Copie et reproduction interdites
- Leitfaden zur Strategischen Umweltprüfung für die Ausarbeitung des Plan d'Aménagement Général 2013:** Département de l'environnement, Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI)
- OBS 2007:** Origine Ministère de l'Environnement: Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg – Copie et reproduction interdites.
- Orthophotos 2013:** © Origine Cadastre: Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg (2010) – Copie et reproduction interdites.
- Topografische Karten:** Fond topographique © Origine: Administration du Cadastre et de la Topographie, Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg (1993-2001).
- SUP zum PAG der Gemeinde Junglinster:** Phase 1, Umwelterheblichkeitsprüfung, PAG derzeit in Aufstellung (2015)

1. EINLEITUNG

1.1 ZIELSETZUNG, PROJEKTBESCHREIBUNG, GESETZLICHE VORGABEN UND SUP-PROZESS

Vor dem Hintergrund der derzeitigen, europaweiten Flüchtlingssituation, insbesondere dem sehr hohen Zustrom von Kriegs- und Bürgerkriegsflüchtlingen, hat sich das Großherzogtum Luxemburg entschlossen, vermehrt Flüchtlinge aufzunehmen. Um der hohen Zahl an Flüchtlingen adäquate Übergangsquartiere zur Verfügung zu stellen, hat der Staat Luxemburg geplant, in mehreren Gemeinden (u. a. Mamer, Junglinster und Steinfort) solche temporäre Übergangsquartiere in Form von „Flüchtlingsdörfern“ einzurichten. Sie sollen der staatlichen Kontrolle unterliegen und die betroffenen Gemeinden planerisch möglichst nur durch die Bereitstellung des benötigten Platzbedarfs und der Infrastrukturen betreffen. Daher wird neben den zwei Gemeinden Mamer und Steinfort auch für Junglinster die stadtplanerische Flächensicherung über einen sogenannten Plan d'occupation du sol (POS) erfolgen, der der PAG-Ausweisungen übergeordnet ist. Die Neuaufstellung bzw. Änderung eines solchen Plans unterliegen gemäß dem Gesetz zur Strategischen Umweltprüfung von 2008 der SUP-Pflicht für Pläne und Programme.



Im vorliegenden Fall handelt es sich um die SUP für das „Flüchtlingsdorf“ in der Gemeinde Junglinster.

Bei den Flächen, die für die Entwicklung des Flüchtlingsdorfes vorgesehen sind, handelt es sich um die südlichen Teilabschnitte

Abb. 01: Ausschnitt PAG en vigueur, digital aufgearbeitet; Zimplan s.a.r.l

des Geländes vom Lënster Lycée am Südrand der Ortschaft Junglinster. Das Lycée befindet sich östlich und südlich des Contournements Junglinster (N11) am Rand zur Grenze der Ortschaft Gonderange in der Gewann „Nëschelfelder“. Vom Kreisverkehrsplatz am Contournement, nördlich des Lycées, erfolgt die Erschließung der Planfläche über die Zufahrt zur Schule und verläuft östlich über einen Feldweg bis zum Südrand des Schulgeländes zum Standort des Containerdorfes.

Im PAG en vigueur der Gemeinde Junglinster ist die betroffene Teilfläche als „Zone de bâtiment et d'équipements publics“, BEP (Art 13) ausgewiesen, vgl. Abb. 01.



Abb. 02: Luftbild 2013, www.geoportail.lu, Kreis: Lage des geplanten Flüchtlingsdorfes

Die derzeit vorgesehene Planfläche für den POS „Flüchtlingsdorf Junglinster“ umfasst ca. 1,46 ha. Das Plangebiet stellt eine Erweiterungsfläche für die Schule dar und wurde bislang als Material- und Aushublagerfläche im Rahmen der Errichtung des Schulkomplexes genutzt. Die gelagerten Aushub- und Bodenmassen waren bislang mit Ruderaifluren bestanden und wiesen gemäß dem Naturschutzgesetz keine geschützte Biotope oder Strukturen auf.

Südlich der Planzone schließt sich in Richtung Gonderange die „Zone verte“ mit Grünland, einzelnen Obstbäumen und einem Bongert an. Die Obstbäume und der Bongert sind nach Art. 17 des Naturschutzgesetzes erfasste Biotope.

Die Planzone liegt auf einer Höhenlage von rund 337 bis 343 m ü. NN und ist nach Süden und Südosten geneigt. Nach Westen schließen sich an die Flächen des Schulgeländes teilweise Landwirtschaftsflächen und Wohnbebauung an, die von der Route d'Echternach her erschlossen sind. Nach Osten, jenseits des Feldweges, der als Zufahrt zum Containerdorf ausgebaut werden soll, finden sich ebenfalls Landwirtschaftsflächen, die Bestandteil des international anerkannten Vogelschutzgebietes (Region Junglinster – Lu0002015) sind. Etwas weiter östlich der Planzone befindet sich das FHH-Schutzgebiet Gonderange/Rodenbourg-Fasscht (LU0001015), das vollständig innerhalb des Vogelschutzgebietes liegt.

Das Projekt sieht im Wesentlichen wie folgt aus: Die Erschließung des Projektstandortes erfolgt von Norden, vom Kreisverkehrsplatz am Contournement Junglinster her, über die Zufahrt zum Lënster Lycée, weiter östlich an dem Schulgelände vorbei, bis zur Südseite der Schule, s. Abb.: 03. Die Einfahrt zum Plangelände ist an der Nordostseite vorgesehen. Sie verläuft mehr oder weniger zentral nach Südwesten zwischen drei Containerblöcken hindurch. An der Ostseite der Container, bei der geplanten Anlieferung zu der Versorgungseinheit, ist ein Wendehammer eingeplant, der für Müll- und Feuerwehrfahrzeuge dimensioniert ist.

Längs des linear erstreckten Plangebietes erfolgt die Aufstellung der Wohncontainer sowie der Aufenthalts-, Technik-, Verwaltungs-, Gemeinschafts- und Sozialräumlichkeiten. Sie werden nach jetzigem Planungsstand senkrecht zur Zufahrt ausgerichtet und bieten Platz für 150 Container-Wohneinheiten, die auf zwei Geschossebenen angeordnet werden. Parkstände, die Heizzentrale und Müllcontainer werden entlang der Zufahrt vorgesehen. Die Trink- und Löschwasserversorgung ist laut Aussagen der AGE von Seiten des Lycée her gesichert. Die notwendigen Entsorgungsleitungen können an das gemeindliche Kanalsystem am Schulstandort angebunden werden. Die Kapazitäten der Kanäle und der Kläranlage reichen nach Aussagen der AGE für das konzipierte Containerdorf aus. Die Niederschläge werden in einem Retentionsbecken, das am Ostrand des Plangebietes vorgesehen ist, zwischengepuffert und sukzessive dem Wasserhaushalt zugeführt. Die Gesamtanlage wird mit einer Zaun- und Toranlage eingefriedet, die die Fläche von 1,46 ha umfasst. Die umzäunten Grünflächen können als Sport- oder Spielplatz und Aufenthaltsraum genutzt werden. Der Standort des Flüchtlingsdorfes wurde in der bisherigen SUP (UEP) der Gemeinde Junglinster nicht als Prüfzone betrachtet, weil er als Bestandteil des Schulstandortes genehmigt ist, als Bestand angesehen und nicht als separate Baupotentialfläche des PAG eingestuft wurde. Positiv ist zu bewerten, dass durch die Standortwahl keine zusätzlichen Flächen in der „zone verte“ beaufschlagt werden.

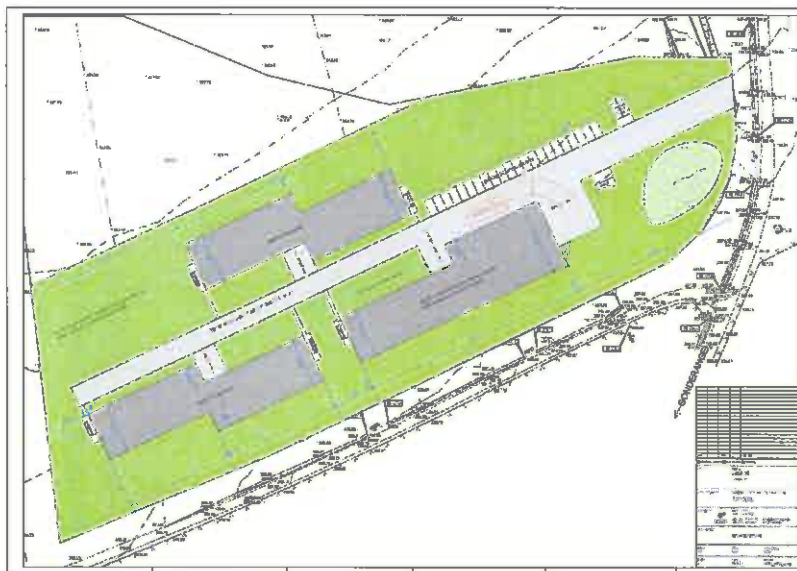


Abb. 03: Lageplan, Metaform (Stand: 28.10. 2015)

Da die Anlage grundsätzlich temporär angedacht ist, werden die benötigten Befestigungen später wieder zurückgebaut. Eine effiziente Nutzung der bestehenden Infrastrukturen (Ver- und Entsorgung) wird möglich (ggf. Nutzung bei einer später vorgesehenen Schulerweiterung).

Das Gesetz vom 22. Mai 2008 *relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement* sieht vor, dass die Auswirkungen von Plänen und Programmen auf die Umwelt in einer Strategischen Umweltprüfung (SUP) ermittelt, beschrieben und bewertet werden. Der POS gehört zu diesen Plänen und muss somit einer SUP unterzogen werden. Da die Fläche

sich am Übergang zur unbebauten „zone verte“ befindet, hat die Administration des bâtiments publics die erforderlichen Umweltprüfungen (SUP) in Auftrag gegeben, die im Rahmen der Aufstellung eines POS zu erstellen sind und beauftragte das Büro LUXPLAN S.A. zur Ausarbeitung dieser SUP, vor allem vor dem Hintergrund, dass die 1. Phase der SUP für die Gemeinde Junglinster ebenfalls von Luxplan S.A. durchgeführt wurde und somit bereits eine Vielzahl an Informationen direkt vorliegen und abgerufen werden können.

Der vorgesehene Ablauf im SUP-Prozess ist im Leitfaden zur Strategischen Umweltprüfung (Juni 2013, S. 8) in Kapitel 3 „SUP-Prozedurale Rahmenbedingungen“ in einem Ablauf-Blockdiagramm übersichtlich dargestellt und kann dort nachvollzogen werden. In der ersten Phase der SUP, der **Umwelterheblichkeitsprüfung (UEP)**, werden neu ausgewiesene oder zur Umklassierung vorgesehene Zonen im Gemeindegebiet untersucht, für die erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt nicht ausgeschlossen werden können. Die Bewertung der potentiellen Umweltauswirkungen erfolgt gemäß dem Leitfaden zur SUP unter Verwendung der sogenannten Wirkungsmatrix, ergänzt durch die erläuternde Erheblichkeitsmatrix. In diesen Arbeitshilfen werden die folgenden Schutzgüter betrachtet, wobei verschiedene Einflussfaktoren in die Bewertung mit einbezogen werden:

Bevölkerung und Gesundheit des Menschen

(Gesundheit und Wohlbefinden, Wohnqualität, Gegenseitige Verträglichkeit benachbarter Nutzungsarten, Lärm, Schadstoffe und elektromagnetische Felder, Erholung und innerörtliche Grünzüge)

Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt

(Geschützte Tierarten, Pflanzenarten und Lebensräume, Landschaftszerschneidung, Waldkorridore und Biotopvernetzung, EU-Natura-2000-Schutzgebiete, IBA-Gebiete und Naturschutzgebiete)

Boden

(Bodenqualität, Altlasten und Schadstoffeinträge, Flächeninanspruchnahme und Versiegelungsgrad, Geländeänderungen, Naturgefahren - Hangrutschgefahr)

Wasser

(Grundwasser, Oberflächenwasser, Naturnähe der Fließ- und Stillgewässer, Überschwemmungsgefahr, Trinkwasserschutz)

Klima und Luft

(Meso- und Mikroklima, Frischluftentstehungsgebiete und wichtige Abflussbahnen, Luftschadstoffe)

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

LUXPLAN S.A.

9

Landschaft

(Visuelle Auswirkungen auf Ortsränder und Landschaft, Innerörtliche Freiflächen und Grünzüge / Erholungsgebiete, Stadt- und Ortsbild)

Kultur- und Sachgüter

(Kulturerbe, Archäologische Schutzgebiete, Elemente der Kulturlandschaft und Naturerbe, Landwirtschaftliche Nutzung, Fortwirtschaftliche Nutzung)

Sonstiges

Die Bewertung der Auswirkungen auf die verschiedenen Schutzgüter wird anhand einer 5-stufigen Klassifizierung durchgeführt. Für jedes Schutzgut und die hiermit vergesellschafteten Einflussfaktoren wird im Einzelnen erfasst, ob durch die Planung nennenswerte Impakte auftreten können. Im Falle der ersten drei Klassen (I, II, III) sind die Umweltauswirkungen als nicht erheblich definiert. Die Erheblichkeitsschwelle wird nicht überschritten. Werden jedoch die Klassen IV und V zur Bewertung einer Planung vergeben, so sind erhebliche Effekte nicht ausgeschlossen, was die Betrachtung der Planfläche in der zweiten Phase der SUP, der **Detail- und Ergänzungsprüfung** (ehemals Umweltbericht), erfordert. Hier werden die Gesamtsituation sowie die Einflüsse der Planung auf den bestehenden Raum genauer betrachtet. Die folgenden, ebenfalls im Leitfaden zur SUP (Version Juni 2013) angegebenen neun Umweltziele stellen innerhalb der Prozedur einen übergeordneten Bewertungsrahmen der SUP dar, der bei Planungen im Großherzogtum Luxemburg generell Beachtung finden soll:

Ziel 01	Reduktion der Treibhausgasemissionen um 20 % bis 2020
Ziel 02	Nationalen Bodenverbrauch stabilisieren auf 1 ha/Tag bis spätestens 2020
Ziel 03	Guter Zustand der Grund- und Oberflächengewässer bis 2015
Ziel 04	Stopp des Verlustes an biologischer Vielfalt
Ziel 05	Bewahrung eines guten Erhaltungszustandes der zu schützenden Lebensräume und Arten der FFH- und EU-Vogelschutzrichtlinie
Ziel 06	Kein Überschreiten der Grenzwerte für Stickstoffdioxide und Feinstaubpartikel
Ziel 07	Verringerung der Lärmbelastung in der Gesamtbilanz

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

LUXPLAN S.A.

10

- Ziel 08** Verbesserung des Modal Split zwischen ÖV und MIV auf 25/75
- Ziel 09** Kein weiterer Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- oder Sachgüter

Im Falle der hier zu betrachtenden Planfläche am Südrand der Ortschaft Junglinster wird das betreffende Areal auf potentiell negative Auswirkungen auf die oben genannten, verschiedenen Schutzgüter untersucht. Die Methodik, die den Entscheidungsprozess lenkt, ob eine Planflächen generell im SUP-Prozess zu betrachten ist oder nicht, wird ebenfalls im Leitfaden zur SUP (2013) definiert und im folgenden Unterkapitel (Kap. 1.2) aufgegriffen.

1.2 METHODIK

Als Grundlage und zur Übersicht über die geplante Maßnahme, dient dem beauftragten Bureau d'Étude der Stand des PAG en vigueur. Die zu überplanende Zone wird dann hinsichtlich potentieller, erheblicher Umweltauswirkungen überprüft. Gemäß dem Leitfaden zur SUP (2013, S. 23ff) werden diverse Fälle unterschieden, wann die Prüfung einer Planfläche notwendig wird. Für die vorliegende Planung sind vor allem die folgende Fälle 1. und 2. ausschlaggebend:

1. Flächen, für die eine Nutzungsänderung erfolgen soll:

Eine Nutzungsänderung kann eine erhebliche Auswirkung bedeuten, wenn die geplante Nutzung einen höheren Umweltimpakt nach sich ziehen kann, oder sensibler gegenüber der Umwelt ist als die bestehende Nutzung (z. B. eine Umnutzung von Gewerbeflächen in Wohnbau und umgekehrt). Ist dies der Fall, ist die betroffene Fläche als Untersuchungsfläche im Rahmen der SUP zu betrachten.

2. Unbebaute Flächen:

Größere, unbebaute Freiflächen können erhebliche Auswirkungen aufgrund der Planung bewirken. Sie sind als Untersuchungsflächen zu identifizieren, eine Untersuchung im Rahmen der SUP ist erforderlich.

Im vorliegenden Fall der Neuauflistung des POS liegt die Planfläche innerhalb des derzeit gültigen Perimeters des PAG der Gemeinde Junglinster und soll dort zum POS ausgegliedert werden, siehe Abbildung 01. Nichtsdestotrotz ist auf Grund der Lage am Rand der „zone verte“ eine Behandlung in der SUP verpflichtend.

1.3 ÜBERGEORDNETE ZIELE, PLÄNE UND PROJEKTE DER RAUMORDNUNG SOWIE EINER NACHHALTIGEN ENTWICKLUNG

Eine ausführliche Darstellung der übergeordneten Planungen und Leitlinien, die unter anderem durch das Programme Directeur d'aménagement du territoire (PDAT; 2003), das Integrative Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept (IVL; 2004) oder die Plans Sectoriels für Luxemburg und dessen verschiedene Regionen vorgegeben sind, ist in der Umwelterheblichkeitsprüfung für die Gesamtgemeinde, sowie in der Etude préparatoire zum PAG der Gemeinde Junglinster zu finden. Auf diese Ausführungen wird an dieser Stelle verwiesen.

1.4 KUMULATIVE AUSWIRKUNGEN

Kumulative Effekte können entstehen, wenn nicht nur eine Planfläche alleine im betreffenden Landschaftsraum umgenutzt werden soll, sondern mehrere Zonen und deren Nutzung dazu führen, dass das Zusammenwirken verschiedener Einflussfaktoren (z. B. Flächenverbrauch, Licht, Lärm, Emissionen, etc.) erhebliche Auswirkungen auf eines oder mehrere Schutzgüter bedingt.

Im Falle der betrachteten Planfläche handelt es sich um ein Areal von ca. 1,46 ha Größe. Die Fläche soll durch eine Umwidmung von Teilen der Erweiterungsflächen des Schulgeländes zur Errichtung des temporär angelegten „Flüchtlingsdorfes“ genutzt werden. Potentiell sind kumulative Auswirkungen, vor allen Dingen hinsichtlich des Bodenverbrauchs, mit den Änderungen des Gesamt-PAGs denkbar. Da es sich jedoch um eine zeitlich befristete Bebauung handelt, die nach Beendigung der Flüchtlingssituation wieder zurückgebaut werden soll, erscheint die kumulative Berücksichtigung des Bodenverbrauchs auf PAG-Ebene der Gemeinde nicht erforderlich zu sein.

2. UMWELTERHEBLICHKEITSPRÜFUNG

Plangrundlagen des Datenblattes:

- Auszug aus der OBS (2007).**
Quelle: Origine Ministère de l'Environnement: Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg – Copie et reproduction interdites

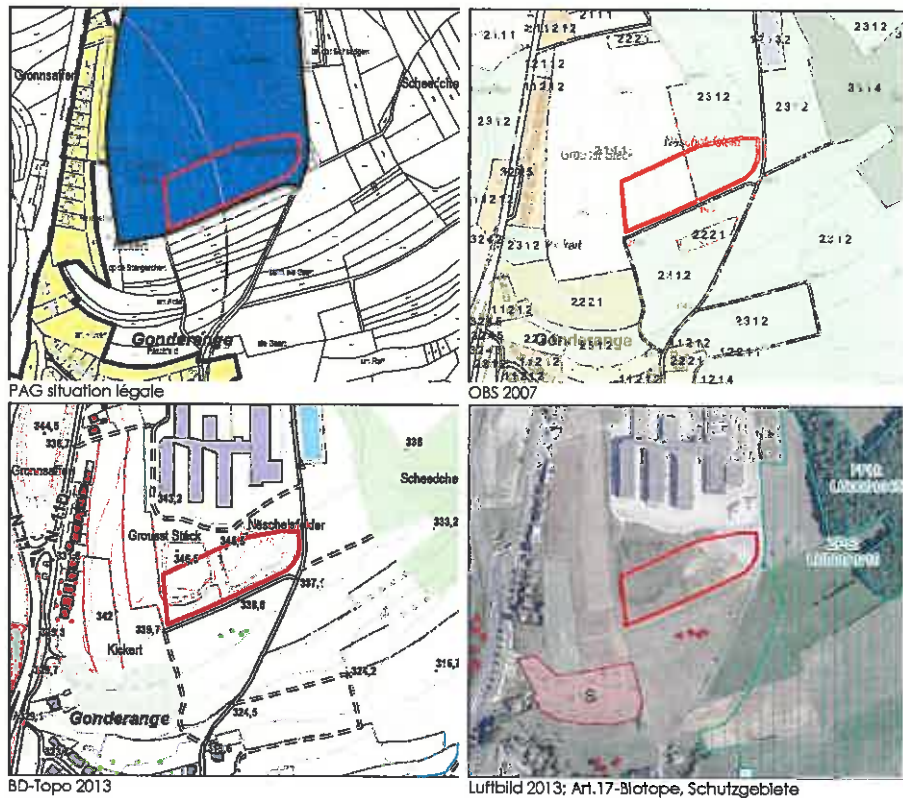
- Auszug aus dem PAG.**
Quelle: Zilimplan S.à.r.l.

- Biotoptypen nach Art.17 und Schutzgebiete.**
Fond topographique © Origine: Administration du Cadastre et de la Topographie, Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg (1993-2001).

- Luftbild (2013).**
Quelle: © Origine Cadastre: Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg (2010) – Copie et reproduction interdites.

Datenblatt „POS Flüchtlingsdorf Junglinster“:

- Gemeinde:** Junglinster
- Ortschaft:** Junglinster
- Flurname:** „Néschelsfelder“
- Flächengröße:** ca. 1,46 ha
- PAG en vigueur:** BEP
- Projekt:** POS
- OBS:** Acker, Mesophiles Grünland
- SUP:** UEP



Analyse der Erheblichkeit potenzieller Umweltauswirkungen auf die Schutzgüter		Wirkungen von / durch										
		Präventivmaßnahmen, Vermeidung, Landschaftsverträglichkeit	Nutzung- und Schutzmaßnahmen	Vermeidung (Umweltverträglichkeitsstudie, historische Planungsmaßnahmen)	Restrukturierungs- / Trenn- oder Neuverordnungen etc.	Eingriffe in Naturgewässer (qualitativ / quantitativ)	Störungen von Licht, Erschütterung, Luft, menschliche Aktivität, elektromagnetische Felder, etc.	Luftschadstoffe (lokal- und globalwirksam, Gerüche)	Schadstoffe (gasförmig, flüchtig, fest, etc.)	Verkehrs- / landschaftliche Auswirkungen	Umweltgeräusche (Wohngebiete, Überflutungen, etc.)	Änderungen von Wasserständen
Auswerten	Betrifft: Gemeinde Junglinster, Ortschaft Junglinster „Flüchtlingsdorf Junglinster“, POS											
	Zentrale Sachverhalte											
	Schutzgut Bevölkerung und Gesundheit des Menschen											
	Schutzgut Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt											
	Schutzgut Boden											
	Schutzgut Wasser											
	Schutzgut Klima und Luft											
	Schutzgut Landschaft											
	Schutzgut Kultur und Erbgut											
	Belastung											

Betrifft: Gemeinde Junglinster, Ortschaft Junglinster, Zone „POS – Flüchtlingsdorf Junglinster“	Umweltauswirkungen	
	erhebliche Beeinträchtigung ja / nein	Beschreibung der Auswirkungen sowie der verwendeten Unterlagen / Datenquellen (erhebliche und nicht erhebliche Auswirkungen)
Schutzgut Bevölkerung und Gesundheit des Menschen	nein	<p>Die Planfläche liegt innerhalb des Perimeters der Gemeinde Junglinster, am Südrand der Ortschaft Junglinsters. Sie ist Bestandteil einer BEP-Zone des Lönster Lycée-Standortes und ist rd. 1,46 ha groß. Die Fläche wird mit einem POS überplant, was in der künftigen Darstellung des PAG berücksichtigt werden muss. Bei der Fläche handelt es sich um die Aushub- und Lagerfläche im Rahmen des Schulbaus, die durch Ruderalfluren gekennzeichnet sind. Sie ist vom Contournement her, über das Schulgelände zu erschließen. Nach Osten und Süden ist die „zone verte“ durch einen Feldweg vom Plangebiet getrennt. Im Westen findet ein Übergang zur Wohnbebauung an der Route d'Echternach statt. Das geplante Containerdorf mit 150 Wohneinheiten für Flüchtlinge wird in seiner Form der Örtlichkeit angepasst und linear, hangparallel angeordnet. Die benötigten Infrastrukturen der Ver- und Entsorgung lassen sich, lt. AGE, über die bestehenden Leitungssysteme am Schulstandort bereitstellen und anbinden.</p> <p>Mobilität: Die verkehrliche Anbindung erfolgt von Norden entlang des Schulgeländes. Die Zufahrt und Teile des Schulgeländes können für fußläufige Verbindungen zur Ortslage genutzt werden. So kann der öffentliche Verkehr über die Bushaltestelle „Mlerchen“ an der N11 (Route d'Echternach), Luftlinie in ca. 180 m gut fußläufig erreicht werden. Die Umstände der fußläufigen Anbindung sind für die Flüchtlinge von besonderer Bedeutung, da sie normalerweise nicht über einen PKW verfügen.</p> <p>Lärm: Die Planzone liegt östlich, außerhalb des Lärmeinzugsbereichs der N11 (Route d'Echternach)</p> <p>Elektromagnetismus: Hochspannungsleitungen sind nicht im direkten Umfeld verortet; zwei GSM-Antennen liegen in rd. 780 m Entfernung. Schutzmaßnahmen sind nicht erforderlich.</p> <p>Stoffliche Belastungen: Keine wesentlichen Einflüsse, oder Altlasten sind bekannt (s. Schutzgut Boden).</p> <p>Naturgefahren: Keine bekannt (s. Schutzgut Tiere, Pflanzen, biologische Vielfalt sowie Boden und Wasser).</p> <p>Insgesamt sind keine erheblichen Effekte auf das Schutzgut zu erwarten.</p>



<p>Schutzgut Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt</p>	<p>nein</p>	<p>Die Flächen des Plangebietes sind in der OBS 2007 als Acker und mesophiles Grünland geführt. Die reelle Nutzung weicht aber, bedingt durch den Schulbau, davon ab. Ruderalfluren kennzeichnen die zum Teil bereits wieder geräumten Aushublagerflächen.</p> <p>Genereller Artenschutz: Quartierbäume für Fledermäuse, Neststandorte, Ruheplätzen sowie Rast- und Überwinterungsplätze für Vögel im Sinne des Art. 20 NatSchG sind auf der Planfläche (Habitatausstattung auf dem ruderalisierten Aushublagerplatz der Schule) nicht vorhanden.</p> <p>In der Ausarbeitung der COL (im Rahmen der SUP-Aufstellung zum PAG der Gemeinde Junglinster, Februar 2015) wurde der südliche Schulstandort als genehmigter Bestand und nicht als Prüfzone betrachtet. Es wurde aber west- und südwestlich vom Plangebiet die Zone Gond_03 geprüft, die mit ihrem Nordteil fast an die Planfläche heranreicht. Dieser Nordteil zwischen Schulstandort und der Bebauung an der Route d'Echtelnach, wurde für die Vogelfauna als nicht kritisch und bebaubar bewertet. Der Nachweis des Rotmilans im Umfeld der Planzone ist als Einzelbeobachtung aus der Zeit vor dem Bau des Lycées zu bewerten und kann nicht mehr als planungsrelevante Beobachtung herangezogen und gewertet werden. Die Habitategenschaften des großflächigen Offen- bzw. Grünlandes sind nicht mehr gegeben. Damit werden auch bei der Faunengruppe der Vögel durch die vorliegende Umklassierung zum POS und die beabsichtigte, temporäre Bebauung des „Flüchtlingsdorfes“ keine nachhaltig-negative Auswirkungen auf geschützte Arten bzw. deren Habitate nach Art. 20 gegeben sein.</p> <p>In der Fledermausstudie, die im Rahmen der SUP für den Gesamt-PAG der Gemeinde aufgestellt wurde (Dr. Harbusch, November 2012), wurden für die Gemeinde Junglinster mit Ihren Ortsteilen und für verschledene Prüfzonen im Screening detaillierte Aussagen zur Fledermausfauna gemacht. Die vorliegende Planzone wurde als Bestandteil des Schulstandortes (Baustellen- und Aushublagerfläche) nicht explizit untersucht. Die vorliegende Prüffläche grenzt wie bei den Aussagen zur COL genannt, fast an die Prüfzone Gond_03 an. Trotz der Nachbarschaft sind diese Aussagen aber für die Fledermäuse nicht übertragbar, da die heutige Nutzung und Struktur gänzlich eine andere sind. Es finden sich keine großflächigen Grünlandstrukturen, die als Jagdhabitat einzustufen sind und darüberhinaus auch keine Gehölz- und Leitstrukturen, die die hohe Einschätzung der Nachbarfläche rechtfertigen würde. Die Fläche kann daher auch nicht als essentieller Bestandteil der Fledermausfauna, z. B. als Wanderkorridor, für Arten nach Anhang IV (Art. 20 bis 28) hervorgehoben werden.</p> <p>Schutzgebiete und gebietspezifischer Artenschutz: Nationale und internationale Schutzgebiete werden durch die Planung und Realisierung des Flüchtlingsdorfes auf dem südlichen Schulgelände nicht beeinträchtigt. Im Osten, jenseits der Schutzzufahrt zum Lënster Lycée und der Verlängerung nach Süden beginnt das Vogelschutzgebiet LU0002015 „Region de Junglinster“. Darin eingebettet sind das Schutzgebiet LU0001045 „Gonderange/Rodenbourg – Faascht“ und das nationale Schutzgebiet ZH30 „Faascht“; beide sind aber weiter von der Planzone entfernt. Das Vogelschutzgebiet „Région de Junglinster“ umfasst eine Größe von rd. 3192 ha und erstreckt sich im Wesentlichen nach Osten und Norden der Gemeinde Junglinster. Unter den unter Schutz stehenden, bemerkenswerten Zielarten des Gebietes gehören Rot- und Schwarzmilan (<i>Milvus milvus</i>, <i>Milvus migrans</i>), aber auch Neuntöter (<i>Lanius collurio</i>) und Raubwürger (<i>Lanius excubitor</i>) sowie die Kornweihne (<i>Circus cyaneus</i>)¹. Auf die Zielarten der entfernt gelegenen Schutzgebiete muss hier nicht speziell eingegangen werden, da die potentiell</p>
---	-------------	---

¹ Description des Zones de Protection Spéciale supplémentaires à d'esigner, respectivement à modifier, MDDI-DE, 19.01.2015.

		<p>betroffenen Bereiche im Wesentlichen rein durch Waldarten und Waldlebensraumtypen gekennzeichnet sind, die durch die vorliegende Planung auf Grund der Entfernung nicht beeinträchtigt werden. Während der Analyse der avifaunistischen Daten (COL 2015) wurden Sichtungen des Rotmilans im Umkreis der Planzone aufgelistet (allerdings vor der Errichtung der direkt angrenzenden Schule). Darüber hinaus liegen die aktiv genutzten Lebensräume von z. B. Neuntöter und Raubwürger weiter weg in den zentralen Bereichen des Schutzgebietes. Diese werden nicht nachteilig betroffen. Auch die anderen Zielarten wie Kornweihne werden durch die Maßnahme nicht nachhaltig negativ betroffen, da auf Grund der bestehenden Störungsintensität (Fluchtdistanzen), ausgehend von der der nahegelegenen Schule, die schutzgebietsinternen, nahen potentiell geeigneten Habitatsflächen als nicht geeignet eingestuft werden. Eine Beeinträchtigung des Schutzgebietes wird demnach nicht erwartet.</p> <p>Geschützte Biotope und Habitate geschützter Arten: Wie bereits oben festgestellt, bietet die Fläche mit größter Wahrscheinlichkeit dauerhaft keine Habitate oder Teile von Habitaten streng geschützte Zielarten für Fledermäuse des Anhang 2 oder weitere Arten des Anhangs 2 und 3 NatSchG.</p> <p>Auf der Planzone sind weder nach Art. 17 NatSchG geschützte Biotope noch nach Art. 17 geschützte Lebensräume des Anhang 1 NatSchG verzeichnet. Südlich davon, in einer Entfernung von ca. 35 m, stehen geschützte Einzelbäume und in rund 60 m Entfernung liegt ein geschützter Bongert. Sie werden durch die Maßnahme nicht betroffen.</p> <p>Eine temporäre oder punktuelle Nutzung der Planfläche für sonstige Arten kann nie gänzlich ausgeschlossen werden, was sowohl für die geschützten Vertreter der Fledermäuse als auch der Avifauna zutrifft. Eine Identifizierung der Fläche nach Art. 17 als Habitat geschützter Arten ist aber in diesem Fall wegen der intensiven, baulichen Vornutzung und der derzeitigen „schlechten“ Habitatausstattung (Überwiegend Ruderalfluren) nicht durchzuführen; dementsprechend entsteht auch kein Kompensationsbedarf für den Eingriff. Dennoch sollten insbesondere zum Schutzgebiet hin, <u>abschirmende Bepflanzungen zur Eingriffsminderung</u> vorgesehen werden.</p>
<p>Schutzgut Boden</p>	<p>nein</p>	<p>Boden, Bodenverbrauch, Versiegelung: Die Planzone umfasst im Wesentlichen die Flächen des Boden- und Aushublagers, das im Rahmen der Lycée-Errichtung angelegt wurde. Daher ist nur von stark gestörten Untergrundverhältnissen und keinem natürlich anstehenden Boden mit ökologisch hochwertigen Funktionen auszugehen. Die Ränder des Aushublagers reichen im Süden und Osten bis an Feldwege heran und markieren diesbezüglich ebenfalls Grenzen zu ungestörten Bodenverhältnissen. Im Zuge der Arbeiten des Schulbaus wurden die Aushublagerungen mehrmals umgeschichtet bzw. abtransportiert und es haben sich mehr oder weniger dichte Ruderalfluren entwickelt. Vor dem Hintergrund ist von keinem nennenswerten Verbrauch an ökologisch hochwertigem Oberboden auszugehen. Nichtsdestotrotz entstehen Versiegelungen, die aber nur von temporärer Dauer sind, da nach Abschluss der Nutzung, ein Rückbau des Containerdorfs vorgesehen ist. Der marginale Bodenverbrauch wäre nicht dem gemeindlichen Bodenverbrauch anzurechnen, da es sich um eine übergeordnete, staatliche Planung handelt.</p> <p>Alliasten: Weder auf der Planfläche noch in unmittelbarer Nähe finden sich Alliasten oder Alliastenverdachtsflächen.</p> <p>Stoffeintragung: Boden- und wassergefährdende Stoffe/Immissionen gehen normalerweise nicht von der geplanten Nutzung aus. Sollten wassergefährdende Stoffe wie Holzöl gelagert werden, sind diese</p>

		dem Stand der Technik entsprechend zu lagern bzw. zu handhaben. Eine Genehmigung ist einzuholen. Relief: Die Fläche befindet sich auf der Südseite des Schulstandortes und ist natürlicherweise südöstlich geneigt. Durch die Ablagerung von Aushubmaterial wurde die Fläche bereits modelliert und großflächig „terassiert“. Größere Hangrutschgefährdungen sind auf Grund der Hangneigungen und der Planungen des Containerdorfes nicht zu erwarten. Ggf. sind Stützmaßnahmen erforderlich. Eine Erheblichkeit auf das Schutzgut wird der Planung und deren Realisierung nicht attestiert.
Schutzgut Wasser	nein	Trinkwasserschutzzonen und Grundwasser: Die Fläche befindet sich in keiner (provisorischen) Trinkwasserschutzzone. Dennoch sollten die allgemeinen Anforderungen zum Schutz des Grundwassers, z. B. hinsichtlich der Lagerung von wassergefährdenden Stoffen wie Helzöl u. ä. bei der Planung und Realisierung des „Flüchtlingsdorfes“ eingehalten und beachtet werden. Grundwasserquellen oder -bohrungen sind nicht auf der Fläche vorhanden. Direkte Eingriffe in den Grundwasserleiter (Überwiegend findet sich im Untergrund Luxemburger Sandstein) gehen von der Planung nicht aus. Hinsichtlich der vorgesehenen Parkplätze sind Maßnahmen zu ergreifen, um eine Eintragung grundwassergefährdender Stoffe zu verhindern. Überschwemmungsgebiete: Im Bereich sowie im weiteren Umkreis der Planzone sind keine Überschwemmungsgebiete vorhanden. Oberflächengewässer: Auf der Planfläche und in direkter Umgebung sind keine Oberflächengewässer vorhanden. Südöstlich, in größerer Entfernung (ca. 340 m) verlaufen der Getzebaach und die Ernz-Naife (490 m) als lokale Vorfluter. Diese werden durch die Planung nicht nachteilig beeinträchtigt. Wasserversorgung: Gemäß den Aussagen der AGE ist die Versorgung des Flüchtlingsdorfes mit Trink- und Löschwasser gesichert. Die benötigten Kapazitäten können vom angrenzenden Schulgelände her bereitgestellt werden. Entsorgung und Versiegelungsgrad: Für die Entsorgung des Abwassers gilt nach Aussage der AGE grundsätzlich das Gleiche. Die Entwässerung ist im Trennsystem vorgesehen. Die Abwässer werden über das Kanalsystem des Schulkomplexes abgeführt. Die Kapazitäten des Kanalsystems und der Kläranlage sind laut AGE ausreichend. Sollten in der Detailplanung unerwartet Probleme auftreten, wird angedacht, eine mobile Kompaktkläranlage vorzuschalten. Die anfallenden Niederschläge auf den zusätzlich versiegelten Teilflächen werden separat bewirtschaftet, am Ostrand der Planzone in einem Rückhaltebecken zwischengepuffert, abgeleitet und dem natürlichen Wasserhaushalt sukzessive zugeführt. Die diesbezüglichen Detailplanungen laufen derzeit. Grundsätzlich sollte aber der Versiegelungsgrad minimal gehalten werden, um eine maximale Infiltrationsrate zu ermöglichen.
Schutzgut Klima und Luft	nein	Das Plangebiet trägt auf Grund seiner Lage im oberen Hangbereich und randlich der „zone verte“ zur lokalen Frischluftbildung bei. Die Frischluft wird der Topografie folgend in Richtung der Ernz Naife in der Tiefenlinie abfließen. Aber auf Grund der Gebietsgröße ist der Beitrag als nicht wesentlich einzustufen. Mit der Errichtung des Containerdorfes werden nur geringfügig zusätzliche Emissionen erwartet, die sich nicht erheblich nachteilig auf die Luftqualität auswirken werden. Zudem ist diese potentielle Belastung (bis zum Rückbau der Anlage) temporär. Da das Flüchtlingsdorf sehr weit oben im Frischluftentstehungsgebiet errichtet wird, entstehen durch das Flüchtlingsdorf für die abfließenden Luftmengen keine Querriegel mit nachteiliger Wirkung.

Schutzgut Landschaft	nein	Landschafts- und Ortsbild: Das Containerdorf wird am Südrand der Ortschaft auf dem ehemaligen Aushublagerplatz des Schulgeländes in einer Höhenlage von rd. 337 bis 343 m ü. NN errichtet. Es befindet sich am Übergang zur „zone verte“ mit offenem Grünland. Die süd-südostexponierte Hanglage stellt daher aus dieser Richtung eine relativ gut einsehbare Stelle dar. Sie ist aber durch die direkt angrenzenden großen und hohen Schulgebäude hinsichtlich der Landschaftsbildwirksamkeit vorbelastet, so dass das relativ niedrige (zwei Containerebenen) Containerdorf nur eine untergeordnete zu bewertende, zusätzliche Belastung für das Schutzgut Landschaft darstellt. Zudem ist die Errichtung wie bereits mehrfach erwähnt, zeitlich befristet. Dennoch sollten die landschaftsbildwirksamen Anlagen insbesondere nach Süden und Osten hin durch eine gestufte und hohe Abpflanzung (Hecken und Hochstämme) abgeschirmt werden, vgl. auch Schutzgut Pflanzen, Tiere biologische Vielfalt. Das Ortsbild erfährt durch die Containeraufstellung in der direkten Nachbarschaft zur Schule keine wesentliche, negative Änderung. Die unmittelbare Nähe des großen Schulkomplexes blendet auch aus städtebaulicher Sicht das „Flüchtlingsdorf“ an die bebaute Ortslage an, was den Eindruck einer geschlossenen Ortsituation hervorruft, sodass nachteilige Auswirkungen auf das lokale Ortsbild gemindert werden. Die oben genannten Eingrünungsmaßnahmen und eine abgestimmte farbliche Gestaltung der Container fördert die optisch-visuelle Einblendung der Container am Ortsrand.
Schutzgut Kultur- und Sachgüter	nein	Laut Informationen des CNRA befindet sich die Planzone in keinem Bereich mit bekannten archäologischen Fundstätten. Da die Planfläche Bestandteil des Schulstandortes ist, sollte geklärt werden, ob die Planzone hinsichtlich archäologischer Fundstellen bereits untersucht wurde. Falls dies nicht der Fall ist, sollte das CNRA vor Beginn der Umsetzung der Baumaßnahmen informiert werden.
Sonstige	nein	Sonstige erhebliche Einwirkungen sind nicht zu erwarten.

3. EINGRIFFS-AUSGLEICHSBILANZIERUNG

Mit der Planung und Errichtung des „Flüchtlingsdorfes“ in der Gemeinde Junglinster werden weder erfasste Biotop nach Art. 17 des NatSchG noch Habitate geschützter Arten, die nach Art. 17 des NatSchG zu identifizieren sind, betroffen. Daher ist eine Eingriffs-Ausgleichsbilanzierung an dem vorliegenden Standort nicht erforderlich.

Es sind auch keine CEF-Maßnahmen umzusetzen.

Demnach sind im Rahmen der POS-Aufstellung keine Flächen erforderlich, die für CEF- oder klassische Kompensationsmaßnahmen überplant werden müssen.

4. ZUSAMMENFASSUNG

Die Umwelterheblichkeitsprüfung (UEP) zur Aufstellung des Plan d'occupation du sol (POS) für das zeitlich befristete „Flüchtlingsdorf Junglinster“ in dem Gewann „Neschelsfelder“ zeigt, dass auf den südlichen Teilflächen des Schulgeländes des Lënster Lycée hinsichtlich der zu prüfenden Schutzgüter mit keinen erheblichen, negativen Beeinträchtigungen zu rechnen ist.

Maßnahmen zur Eingriffsvermeidung und -minderung sollten dennoch zur räumlichen Einbindung, Abschirmung und einer umweltverträglichen Entwicklung vorgesehen werden. Diese Maßnahmen betreffen vor allem das Schutzgut „Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt“ und das Schutzgut „Landschaft und Ortsbild“.

Hinsichtlich der Entwässerungssituation sind dem Stand der Technik entsprechende Vorsorgemaßnahmen zu treffen, damit keine negativen Umweltbelastungen durch Verschmutzung in irgendeiner Art, z. B. auf das Grundwasser eintreten. Die anfallenden Niederschläge sind getrennt vom Abwasser zu behandeln und dem Wasserhaushalt zuzuführen.

Die Fläche weist auf Grund ihrer Biotopausstattung und derzeitigen Nutzung kein Habitat von Arten der Anhänge 2 und 3 NatSchG auf, sodass durch die Überplanung der Prüffläche keine Eingriffssituation in Natur und Landschaft entsteht, die eine Kompensation an anderer Stelle bedarf.

Da von der Überplanung der Zone auch keine nationalen und europäischen Schutzgebiete betroffen sind und keine nachteiligen Auswirkungen auf planungsrechtlich relevante Tier- und Pflanzenarten zu vermuten sind, ist eine Vorprüfung der FFH-Verträglichkeit (Screening) im Falle der betrachteten Planzone nicht erforderlich.

Zur Einbindung in die Landschaft, zur Sicherung des Ortsbildes und zur Abschirmung des FFH-Gebietes sollten am Süd- und Ostrand abschirmende Eingrünungsmaßnahmen durch Neupflanzungen erfolgen.

Vor einer definitiven Flächeninanspruchnahme sollte mit dem Centre de recherche archéologique du Luxembourg (CNRA) Rücksprache gehalten werden, damit eventuell erforderliche Stichproben und Untersuchungen zur Sicherung des kulturellen Erbes des Landes durchgeführt werden können.

Eine tiefergehende Betrachtung in der 2. Phase der Strategischen Umweltprüfung □ der Detail- und Ergänzungsprüfung (DEP) - ist unter Einhaltung der genannten Minderungsmaßnahmen nach Ansicht des Studienbüros nicht erforderlich.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'aménagement
du territoire

Affaire suivie par : Bob Wealer

Madame Carole Dieschbourg,
Ministre de l'Environnement
4, place de l'Europe
L- 1499 Luxembourg

Luxembourg, le 13 novembre 2015

Objet: Demande d'avis pour une dérogation de l'obligation d'évaluation environnementale dans le cadre du projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster »

Madame la Ministre,

Dans le cadre de l'élaboration du projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster », mes services ont procédé à une évaluation sommaire des incidences environnementales. Celle-ci conclut qu'aucune incidence notable n'est à attendre lors de la mise en œuvre du plan susmentionné.

Je vous prie de me faire parvenir votre avis sur les documents joints conformément aux articles 2(3) et 6(3) de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Je vous prie de croire, Madame la Ministre, en l'expression de mes salutations les plus distinguées.

Le Ministre du Développement
durable et des Infrastructures

François Bausch

Annexes:

- **Projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster »**
- **Évaluation sommaire des incidences environnementales**



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement

Luxembourg, le 7 NOV. 2015

Monsieur François Bausch
Ministre du Développement durable et
des Infrastructures

L-2946 Luxembourg

N/Réf: 16NOV15000407
Dossier suivi par Philippe Peters
Tél : 2478 6827
Email : philippe.peters@mev.etat.lu

Concerne : Plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster » - loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

Monsieur le Ministre,

Je me réfère à votre courrier du 13 novembre 2015 dans le contexte du dossier émarginé. Compte tenu des documents soumis et des analyses faites par le bureau d'études, j'estime que des incidences notables sur l'environnement dans le sens de la loi du 22 mai relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ne sont pas prévisibles à travers la mise en œuvre du projet et que partant celui-ci ne nécessite pas une analyse plus approfondie dans le cadre d'un rapport sur les incidences environnementales. Les mesures d'atténuation décrites par le bureau d'études sont à prendre en compte lors de la mise en œuvre du projet. Une attention particulière est à porter à l'aménagement d'un écran de verdure permettant d'atténuer d'éventuelles nuisances sur la zone protégée communautaire adjacente.

En outre, je me permets de vous rappeler que conformément aux dispositions de l'article 2.7 de la prédite loi la décision de ne pas réaliser une évaluation environnementale ainsi que les raisons qui auront abouti à cette conclusion devront faire l'objet d'une publicité adéquate.

Bureaux :
4, Place de L'Europe
L-1499 Luxembourg

Tél : (+352) 247-86824
Fax : (+352) 400410

Adresse postale
L-2918 Luxembourg

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement



Camille Gira
Secrétaire d'Etat

Copies pour information : Ministère de l'Intérieur, Administration de la nature et des forêts, Administration de l'environnement, Administration de la gestion de l'eau

Avis officiel

Il est porté à la connaissance du public que dans le cadre du projet de plan d'occupation du sol avec l'objet d'y établir des structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale sur le territoire de la commune de Junglinster, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a décidé, Madame la Ministre de l'Environnement entendue en son avis, de ne pas réaliser une évaluation environnementale.

En effet, le projet de plan d'occupation du sol n'a pour effet que des modifications mineures par rapport au plan d'aménagement général de la commune de Junglinster actuellement en vigueur et n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Toutefois, afin de s'assurer qu'aucune incidence notable n'est à attendre, Monsieur le Ministre a procédé à une évaluation sommaire des incidences environnementales qui conclut que – sous réserve de quelques critères d'aménagement – aucune incidence notable n'est à attendre et que l'élaboration d'un rapport sur les incidences environnementales n'est de ce fait pas nécessaire.

La décision de Monsieur le Ministre, l'avis de Madame la Ministre de l'Environnement ainsi que l'évaluation sommaire des incidences environnementales peuvent être consultées dans le cadre de l'enquête publique du projet de plan d'occupation du sol avec l'objet d'y établir des structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale sur le territoire de la commune de Junglinster.

Les intéressés peuvent en prendre connaissance sur le site internet du Département de l'aménagement du territoire www.dat.public.lu.

De plus, la décision du Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses compétences sera également annexée au plan pré-mentionné qui sera soumis à enquête publique à partir du 20 novembre 2015.

La décision de ne pas procéder à une évaluation environnementale stratégique peut faire l'objet d'un recours en annulation qui doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours de la présente publication, conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Publié par le ministère du Développement durable et des Infrastructures-Département de l'aménagement du territoire.



FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Avant-projet de règlement grand-ducal du XXX déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Junglinster
Ministère initiateur :	Ministère du Développement durable et des Infrastructures (département de l'Aménagement du territoire).
Auteur(s) :	Renée Hostert.
Téléphone :	247-86931
Courriel :	renee.hostert@mat.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Il s'agit de prévoir l'élaboration d'un règlement grand-ducal déclarant obligatoire un plan d'occupation.
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)(s)	<ul style="list-style-type: none">• Haut-Commissariat à la protection nationale• Ministère de la Famille et de l'Intégration et à la Grande Région OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration)• Ministère des Affaires étrangères et européennes Direction de l'ImmigrationArmée• Ministère du Développement durable et des Infrastructures Département de l'Environnement Département des Travaux publics Administration des Bâtiments Publics• Ministère de la Sécurité intérieure Police grand-ducale• Ministère de l'Intérieur Direction des Affaires communales Direction de l'Aménagement communal et du Développement urbain Direction du Service de contrôle de la comptabilité des communes• Les administrations communales de Diekirch, Junglinster, Mamer et Steinfort



Date :

2/12/2015



Mieux légiférer

1 Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : Oui Non

Si oui, laquelle / lesquelles : les observations écrites des intéressés /les avis des communes territorialement concernées sur lesdites observations + les avis des communes sur le projet de plan en tant que tel

Remarques / Observations : l'enquête publique étant encore en cours, nul avis, ni observation ne nous est encore parvenus

2 Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales : Oui Non
- Citoyens : Oui Non
- Administrations : Oui Non

3 Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui Non N.a. ¹
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

Remarques / Observations : N.a.

¹ N.a. : non applicable.

4 Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui Non

Remarques / Observations : N.a.

5 Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui Non

Remarques / Observations : N.a.



6 Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?)

Oui Non

Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total ?
(nombre de destinataires x
coût administratif par destinataire)

N.a.

² Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

³ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

7 a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ?

Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

/

b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴ ?

Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

/

⁴ Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

8 Le projet prévoit-il :

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
- des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.

9 Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ?

Oui Non N.a.

Si oui, laquelle :

/

10 En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?

Oui Non N.a.



Sinon, pourquoi ?

/

11

Le projet contribue-t-il en général à une :

a) simplification administrative, et/ou à une

Oui Non

b) amélioration de la qualité réglementaire ?

Oui Non

Remarques / Observations :

N.a.

12

Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ?

Oui Non N.a.

13

Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)

Oui Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

N.a.

14

Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?

Oui Non N.a.

Si oui, lequel ?

N.a.

Remarques / Observations :

N.a.



Egalité des chances

15

Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

N.a.

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez pourquoi :

N.a.

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

N.a.

16

Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.

Si oui, expliquez
de quelle manière :

N.a.

Directive « services »

17

Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁵ Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

18

Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)